

La voix de l'opposition de gauche

A propos de la situation en Côte-d'Ivoire.

Le 9 janvier 2011

Le POI, dans un article en pages 10 et 11 du n°130 d'*Informations ouvrières*, donne la parole à un « *militant ouvrier africain* », dont le contenu présente une grave lacune et l'orientation est plutôt discutable, d'autant plus que le communiqué du 5 janvier du POI dont je partage le contenu, n'abordait pas franchement la situation. Vous trouverez plus loin cet article d'*Informations ouvrières*, ainsi chacun pourra se faire son idée.

Ce « *militant ouvrier africain* » présente la situation sous un angle qui ne manque pas d'intérêt, à ceci près qu'à l'en croire il n'y aurait que deux impérialismes importants présents en Côte-d'Ivoire, et la concurrence féroce qu'ils se livrent expliquerait en grande partie la situation actuelle, alors qu'en réalité quelques jours après que Gbagbo se soit proclamé président il a reçu le soutien des impérialistes russes et chinois, ce qu'il passe sous silence (voir l'article du groupe CCI-T). En revanche, il revient très largement sur la question de l'ivoirité à l'origine mise en avant par Bédié en 1995, puis reprise par Gbagbo en 1999 pour éliminer Ouattara de l'élection présidentielle de 2000, de telle sorte que ce dernier apparaît dans cet article comme la victime de Gbagbo, Gbagbo qui pourtant a fini par mettre de côté ce principe et accepter en 2010 la candidature d'Ouattara. L'essentiel est ailleurs.

Entre temps Gbagbo avait pris le pouvoir par un coup de force et a été soutenu militairement par le gouvernement français et l'ONU. Il refusera d'organiser de nouvelles élections pendant 10 ans avec le soutien de l'impérialisme français et américain, de l'ONU. Précision importante qu'il faut garder à l'esprit pour comprendre la suite.

Face au chaos qu'a engendré la guerre civile orchestrée dans le nord du pays par Ouattara qui a conduit à la division du pays en deux avec les conséquences que l'on peut facilement imaginer sur les intérêts des multinationales françaises (Bouygues, Bolloré ou Total notamment), l'impérialisme français a pris acte que son soutien à Gbagbo ne pouvait plus suffire à rétablir une situation propice aux affaires et il s'est résolu à changer son fusil d'épaule en soutenant Ouattara, ce que l'on s'aperçoit plus nettement qu'aujourd'hui, poussant ainsi Gbagbo à se tourner vers d'autres impérialistes, russe et chinois, semble-t-il.

Ce « *militant ouvrier africain* » renvoie dos-à-dos Gbagbo et Ouattara qui sont tous les deux des marionnettes des impérialistes, c'est le seul point sur lequel nous sommes d'accord, mais en prétendant que ce serait la rivalité entre l'impérialisme français et américain qui serait finalement à l'origine de la situation actuelle, sachant qu'en réalité elle n'existe pas sur le plan politique puisqu'ils soutiennent tous les deux Ouattara, il tend à accrédiéter l'idée que derrière l'unité affichée par ces deux impérialistes, c'est celui qui agit dans l'ombre depuis des années, l'impérialisme américain, qui porterait implicitement la responsabilité de la situation actuelle, tandis que l'impérialisme français ne ferait que défendre légitimement ses propres intérêts « *historiques* » comme chacun sait, bref, **il minimise le rôle de l'impérialisme français en le plaçant sur un pied d'égalité avec l'impérialisme américain, et particulièrement celui de Sarkozy.** Reste à savoir si le POI partage cette appréciation pour le moins contestable.

Même en admettant que Sarkozy n'aurait fait que se conformer à la volonté de Washington, cela ne change absolument rien au fait que le dispositif militaire mis en place par l'ONU en Côte-d'Ivoire s'est appuyé sur la présence militaire française dans ce pays, c'est l'armée française sous mandat de l'ONU il faut le rappeler, qui a ouvert la voie aux troupes d'occupation de l'ONU. Qu'on ne vienne pas nous faire le coup du « *piège* » américain dans lequel Sarkozy « *l'américain* » serait tombé ! L'impérialisme américain n'a plus les moyens d'intervenir sur tous les champs de bataille de la planète, il a donc délégué ce pouvoir à l'impérialisme français par le biais de l'ONU, car il était le mieux placé en Côte-d'Ivoire pour remplir cette fonction de gendarme au profit des multinationales qui gouvernent le monde ou pour lesquelles gouvernent Sarkozy et Obama, Bush avant lui, voilà tout.

Je ne sais pas si je me suis exprimé clairement, j'ai simplement voulu mettre en lumière que l'impérialisme américain avait besoin de Sarkozy en Côte d'Ivoire pour défendre ses intérêts, et que celui-ci avait accepté de remplir ce rôle de vil serviteur, tout comme envers l'Union européenne. En attendant, c'est bien l'impérialisme français qui est en pointe en Côte d'Ivoire pour imposer le candidat qu'il soutenait

conjointement avec l'impérialisme américain et le FMI, Alassane Ouattara. De la même manière que c'est bien Sarkozy qui signe les traités européens, peu importe pour le compte de qui, et que sans cette signature, point de traités, point d'UE !

On peut aussi avancer que Gbagbo avait accepté les accords de Marcoussis, puis d'Ouagadougou, en imaginant qu'il aurait toujours le soutien de l'impérialisme français, n'a-t-il pas toujours soutenu tous les dictateurs en Afrique depuis la décolonisation. Or, c'était mal connaître Sarkozy et le gang du Fouquet's qui sont prêts à s'entremettre et se compromettre avec le premier voyou venu du moment qu'il estime qu'il est plus apte à défendre leurs intérêts. Finalement, Gbagbo est le cocu d'une mauvaise farce concoctée par le Palais avec le soutien de la Maison Blanche, qui ne fera à l'arrivée qu'une seule victime : le peuple ivoirien.

La situation en Côte-d'Ivoire est le produit à la fois de la décomposition de l'impérialisme français (et américain), des difficultés qu'il rencontre pour conserver les places qu'il avait acquises sur le marché mondial au cours du XXe siècle, en l'occurrence en Côte-d'Ivoire face à la concurrence qui fait rage entre les différents impérialistes, qui elle-même s'amplifie dans le cadre de la crise ouverte du capitalisme mondial depuis août 2007, et le produit de son incapacité à imposer une solution politique dans ce pays qui soit favorable à ses intérêts, suite à son affaiblissement sur la scène politique internationale mais aussi intérieur.

La crise ou l'impasse politique en Côte-d'Ivoire est à la fois le reflet et le produit de la crise du capitalisme mondiale, elle exprime l'incapacité de la bourgeoisie d'imposer à l'ensemble du peuple ivoirien une solution politique dans laquelle il ne peut pas se reconnaître, **ni Gbagbo ni Ouattara**, et elle préfigure à l'échelle mondiale le rejet des candidats, des programmes et des partis institutionnels qui se revendiquent de l'économie de marché, du capitalisme, en France, du parti de l'ordre, l'UMP, et du PS.

Cette crise, qui plonge ses racines jusqu'aux fondements du capitalisme, va mettre à l'ordre du jour avec toujours plus d'acuité les moyens politiques à forger pour l'abattre, à commencer par la nécessité de s'organiser, de fonder un parti ouvrier révolutionnaire capable de définir les objectifs et les tâches politiques dont se saisiront l'ensemble des exploités, afin d'ouvrir la voie vers le socialisme, il n'existe pas d'autre alternative en Côte-d'Ivoire, en Algérie, en Tunisie mais aussi en France...

[L'article paru dans Informations ouvrières](#)

La crise politique ouverte en Côte d'Ivoire depuis le deuxième tour de l'élection présidentielle du 28 novembre dernier, où Alassane Ouattara et Laurent Gbagbo ont été déclarés successivement vainqueurs, entre dans une phase où le pire est à craindre. L'ONU est déjà sur place militairement, ainsi que des troupes françaises. La Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) menace d'intervenir par les armes en Côte d'Ivoire si Laurent Gbagbo ne se décide pas à laisser la place à Alassane Ouattara, considéré par la « communauté internationale » comme le vainqueur de l'élection présidentielle. Le militant ouvrier africain S. K. Koza a bien voulu répondre à nos questions.

Côte d'Ivoire : qui cherche à déclencher un bain de sang ?

Questions à un militant ouvrier africain

D'où viennent Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara ?

Depuis son indépendance en 1960 jusqu'à la mort de son premier président, Félix Houphouët-Boigny, en 1993, la Côte d'Ivoire a connu une relative stabilité. Houphouët-Boigny, homme lige de l'impérialisme français, tenait le pays d'une main de fer gantée de velours.

En Côte d'Ivoire, Houphouët a contrôlé l'Etat à travers le parti unique, le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI). Le régime reposait alors sur le fait que la Côte d'Ivoire était respectivement premier et septième producteur mondial de cacao et de café. A la mort du président Houphouët-Boigny, les conditions vont radicalement se modifier. L'application des plans d'ajustement structurel du FMI à partir des années 1980, tout en détruisant ce qui constituait le lien national entre les différentes composantes de la population, va assécher les ressources de l'Etat ivoirien. L'entente « cordiale » au sein d'un même parti pour le contrôle de l'appareil d'Etat n'était plus possible. Une lutte à mort va s'engager entre les héritiers politiques d'Houphouët-Boigny, particulièrement entre Alassane Ouattara (Premier ministre) et Konan Bédié (président de l'Assemblée nationale). Laurent Gbagbo, président du Front populaire ivoirien, membre de l'Internationale

socialiste et soutenu par le Parti socialiste de Mitterrand, va aussi prendre part à cette lutte pour le pouvoir. C'est d'abord Bédié qui l'emporte et qui devient président de la République pour terminer le mandat. Les partisans de Ouattara quittent alors le PDCI et fondent le Rassemblement des républicains (RDR).

D'où viennent les prétendues rivalités « ethniques » qui opposeraient les populations du nord (d'où Ouattara est originaire) à celles du sud (avec Gbagbo) ?

A l'élection de 1995, pour éliminer Alassane Ouattara, Bédié accuse l'ancien Premier ministre d'être Burkinabé et fait modifier le Code électoral en y introduisant la notion d'« ivoirité ». Sur un continent où, le découpage colonial des territoires aidant, on se retrouve avec des situations comme celle où deux frères ont été ministres en même temps, l'un au Sénégal et l'autre en Mauritanie, ou celle où nombre de familles ont un tiers de leurs membres au Bénin, un tiers au Togo et le dernier tiers au Ghana ou au Burkina Faso, poser le problème de la nationalité en termes d'« ivoirité », de « togolité » ou de « sénégalité », c'est délibérément chercher à créer l'affrontement entre les différentes composantes. En favorisant le repli communautaire, cette notion a fait exploser toutes les structures qui organisaient la population dans des cadres communs, "C'est le peuple ivoirien qui est la victime de cette guerre et de cette division entretenues par des forces étrangères à la Côte d'Ivoire" toutes origines confondues. Même les organisations syndicales ont explosé, les fractions prenant partie d'un côté ou de l'autre. A partir de là s'ouvre une période où les travailleurs et le peuple de l'ensemble de la Côte d'Ivoire, qui n'avaient pas eu la possibilité de se prononcer démocratiquement sur leur sort, seront victimes d'affrontements armés, d'exactions et de meurtres, dans un contexte où les problèmes sont exacerbés par l'intervention de différents impérialismes pour s'assurer une position avantageuse dans un pays riche en matières premières.

Dans quelles circonstances des troupes étrangères (françaises, de l'ONU) sont-elles présentes en Côte d'Ivoire ?

Après que Bédié s'est retrouvé président, à la suite du boycott organisé en commun par Ouattara et Gbagbo, un coup d'Etat militaire est organisé par le général Gueï en 1999. C'est alors que Gbagbo opère un revirement et se met d'accord avec Gueï au sein d'un gouvernement pour mettre en avant non seulement « l'ivoirité », mais aussi de nouveaux critères permettant d'exclure Ouattara et Bédié de l'élection présidentielle qui aura lieu en 2000.

Suite à une tentative du général Gueï de se proclamer vainqueur de cette élection massivement boycottée (62 % d'abstentions), Gbagbo lance un appel demandant que « les patriotes ivoiriens prennent la rue pour mettre fin à l'imposture ». Gueï sera obligé de quitter le pouvoir. Malgré les protestations, violemment réprimées, des partisans de Ouattara et de Bédié réclamant une nouvelle élection où tous les candidats pourront se présenter, Gbagbo sera imposé comme le nouveau président de la Côte d'Ivoire.

En septembre 2002, une tentative de coup d'Etat contre Gbagbo s'est transformée en rébellion armée.

A l'appel de Gbagbo, en application des accords de coopération militaire qui lient la Côte d'Ivoire à la France, celle-ci intervient militairement, divisant de fait le pays en deux. Puis, les forces de l'ONU participeront à cette opération.

C'est le peuple ivoirien qui est la victime de cette guerre et de cette division entretenues par des forces étrangères à la Côte d'Ivoire.

Que s'est-il passé lors de l'élection présidentielle du 28 novembre 2010 ?

Plusieurs fois reportée depuis la fin du premier mandat de Gbagbo, en 2005, l'élection présidentielle de 2010 devait mettre un terme à la crise. Cette fois-ci, les conditions étaient réunies pour que tous les candidats puissent se présenter. Mais la proclamation de deux résultats contradictoires par la « Commission électorale indépendante » et par le « Conseil constitutionnel » a approfondi la crise. La « communauté internationale », conduite par les Etats-Unis suivis par la France et l'Union africaine, a pris fait et cause pour Alassane Ouattara, qu'elle considère comme le « véritable vainqueur de l'élection », bien qu'elle n'ait pas plus de légitimité sur cette question que les institutions ivoiriennes qui ont proclamé des résultats contradictoires.

Quelle politique a été mise en œuvre par Ouattara de 1990 à 1993, et par Gbagbo depuis 2000 ?

La manipulation de la question de « l'ivoirité » a eu l'immense avantage pour les protagonistes de faire que le bilan de leur politique ne soit jamais discuté et que soit dénié par la violence au peuple ivoirien le droit de

décider lui-même de son avenir. Ouattara, en tant que Premier ministre de 1990 à 1993, a appliqué les plans du FMI et de la Banque mondiale, avec la privatisation des entreprises d'Etat et le démantèlement des structures de gestion des filières du cacao et du café, notamment la Caisse de stabilisation, livrant ainsi les paysans aux spéculateurs. C'est aussi à cette période qu'il est procédé à la dévaluation du franc CFA. Il fut ensuite directeur adjoint du FMI. Arrivé au pouvoir en 2000, Gbagbo a poursuivi cette politique. Les positions des capitalistes français comme Bouygues, Bolloré ou Total ont été renforcées.

Justement, ce conflit exprime-t-il les intérêts concurrents de grandes puissances impérialistes ?

Cette concurrence entre impérialismes s'exprime dans la crise actuelle : le soutien bruyant des Etats-Unis à Ouattara est une tentative de s'assurer une position dominante dans ce pays. C'est pourquoi une importante fraction de la bourgeoisie française dénonce « *le suivisme de Sarkozy* » dans ce soutien et s'engage aux côtés de Laurent Gbagbo. Dans une interview (*Ker-news*), le député UMP Didier Julia, membre de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale française, déclare : « *Le fait, pour la France, de s'identifier à la position américaine, qui est anti-Gbagbo, parce qu'ils n'ont jamais pu conquérir les marchés de Côte d'Ivoire, ce n'est pas une position gaulliste.* »

Les avocats français Roland Dumas, ancien ministre, ancien président du Conseil constitutionnel français, et Jacques Vergès se sont rendus auprès de Gbagbo. Dans cette crise s'exprime donc la volonté de l'impérialisme américain de renforcer son contrôle sur la Côte d'Ivoire et la région, notamment depuis la découverte d'importants gisements de pétrole off-shore.

Les « rassemblements populaires », tant pro-Gbagbo que pro-Ouattara, semblent être désertés. Quel est le sentiment qui domine dans la population ?

C'est le peuple ivoirien, toutes composantes confondues, que les va-t-en-guerre s'apprêtent à massacrer dans ce conflit annoncé au mépris de ses intérêts, de l'unité et de la souveraineté nationales. Le peuple ivoirien, toutes composantes confondues, veut la paix. Cela se manifeste d'ailleurs clairement dans le fait que ni l'un ni l'autre des prétendants ne peuvent aujourd'hui susciter une mobilisation populaire en leur faveur.

« *Nous voulons la paix. Que les responsables s'entendent !* » : c'est ce sentiment qui domine. Chacun comprend qu'avec une nouvelle guerre, il n'y aura ni démocratie ni solution des problèmes de la Côte d'Ivoire. Ce n'est pas l'intervention étrangère qui peut aider à l'établissement d'une solution pacifique et démocratique.

Une exigence qui était au cœur des interventions des militants ouvriers de Côte d'Ivoire présents à la Conférence mondiale contre la guerre et l'exploitation d'Alger, qui s'est tenue du 27 au 29 novembre 2010.

(mise en page réalisée par le site en tenant compte des titres et des paragraphes)